



RESTEZ INFORMÉ(E) DE L'ACTUALITÉ

Abonnez-vous à nos notifications >

Non, pas aujourd'hui

OUI, MERCI >

Twitter

G+

LinkedIn

2 SHARES

Commentaires

Économie

# Dépenses publiques locales: baisser les dotations de l'Etat, ça marche!

Par Alice Mérieux le 07.05.2018 à 16h08

ABONNÉS

Emmanuel Macron a préféré négocier les budgets des collectivités plutôt que reprendre la méthode de son prédécesseur et baisser purement les dotations de l'Etat. Dommage: selon l'expert François Ecalte, c'était la bonne méthode.



CLASSEMENT CHALLENGES

Salaire des cadres : retrouvez tous les salaires par secteur, niveau et fonction

LE CLASSEMENT COMPLET >

BOURSE > LE 07/05 À 17H14

CAC 40 +0,22% 5527,99

RECHERCHER UNE VALEUR

NEWSLETTER CHALLENGES

Entrez votre E-mail

RESTEZ INFORMÉ(E) DE L'ACTUALITÉ

Abonnez-vous à nos notifications >

Non, pas aujourd'hui

OUI, MERCI >

- Intraitable race aux pleurs des collectivités locales
- Collectivités : des élus de droite demandent un "contrat de confiance" à Macron

Elles ont jusqu'au 30 juin pour signer avec l'Etat leur " contrat de confiance " budgétaire. 322 collectivités locales, celles aux budgets supérieurs à 60 millions d'euros, doivent en effet négocier avec les Préfets l'évolution de leurs dépenses annuelles. Dans la limite de 1,2% annuel. Dans l'instruction envoyée par les quatre ministres en charge du dossier à l'Intérieur et à Bercy, le précise: "Cette démarche est l'un des axes majeurs de notre stratégie pour améliorer la situation des comptes publics et maîtriser la dépense." A quelques jours de la sortie officielle de la France de la procédure européenne de déficit excessif, le sujet n'est pas neutre. Car cette dépense publique locale pèse 20% du total des dépenses publiques. Et n'a cessé de dériver. Alors qu'elles pesaient moins de 9% du PIB en 1987, elles dépassaient les 11% l'an dernier.

Cette nouvelle façon de faire, par "contractualisation", déroge totalement à la règle du quinquennat précédent : la baisse des dotations de l'Etat. Une mesure inédite et drastique puisqu'elle avait retiré des caisses des collectivités onze milliards d'euros sur quatre ans. Cette fois-ci, l'objectif fixé par Emmanuel Macron est de treize milliards en moins d'ici 2022. Avec cette nouvelle méthode, plus conciliante, mais risquée.

### Nouvelle méthode: contractualiser

Or, dans sa nouvelle note pour Fipeco, l'expert François Ecalte revient sur "Trente ans de dépenses des administrations publiques locale". L'ancien magistrat de la Cour des comptes y souligne l'incroyable accalmie de la dépense publique locale observée depuis 2014. Et insiste sur l'efficacité de la politique menée à partir de 2012: "Le fort ralentissement résulte pour une grande part de la baisse des dotations de l'Etat." Pour cet expert de la dépense publique, la corrélation ne fait aucun doute. Une note parue en mars relevait d'ailleurs l'ensemble des études économiques qui montrent que les collectivités dépensent selon les ressources dont elles disposent plutôt que selon leurs besoins.

**Demandez votre Carte**  
AIR FRANCE KLM  
AMERICAN EXPRESS GOLD



Carte Offerte  
la 1<sup>ère</sup> année\*

**6000 Miles de bienvenue**

PROFITEZ-EN !

\*Voir conditions sur le site



RESTEZ INFORMÉ(E) DE L'ACTUALITÉ

Abonnez-vous à nos notifications >

Non, pas aujourd'hui OUI, MERCI >

grande part de la baisse des dotations de l'Etat." Pour cet expert de la dépense publique, la corrélation ne fait aucun doute. Une note parue en mars relevait d'ailleurs l'ensemble des études économiques qui montrent que les collectivités dépensent selon les ressources dont elles disposent plutôt que selon leurs besoins.

### Maîtriser le budget par des ressources limitées

Cette politique de restriction des ressources présentait toutefois un risque important : que l'effort budgétaire imposé pousse les collectivités à limiter leurs investissements mais pas tellement à se serrer la ceinture. Certes, l'investissement local en a pris pour son grade : -19,7% entre 2013 et 2016 ! Mais François Ecalte note aussi que, pour la toute première fois de l'histoire du millefeuille territorial français, en 2016, mêmes " les dépenses de fonctionnement ont diminué en euros constants ". Une révolution ! L'économie est encore maigre puisque la baisse n'est que de 0,1%. Mais si l'on considère les décisions prises par l'Etat en matière de masse salariale (qui pèse 38% des dépenses de fonctionnement et 43% de leur hausse observée sur trente ans) cet effet de ciseau infligé aux collectivités par l'Etat " les a conduites à réaliser des économies substantielles ". Pour la première fois depuis 1981, en 2015 puis en 2016, les effectifs de la fonction publique territoriale ont diminué (respectivement de 0,3 et 0,2%)! Pendant la décennie 2000, l'augmentation moyenne de leur nombre atteignait près de 3% !

Face à ce constat de réussite, François Ecalte met donc en garde le gouvernement sur sa nouvelle méthode. Et l'incite à ne pas relâcher la pression. Un avis qui éclairera sans doute les Préfets dans leurs âpres négociations en cours avec les collectivités.

#COLLECTIVITÉS #DÉFICIT PUBLIC

COMMENTER



Conduisez Peugeot 108 Style, en version suréquipée !  
Proposé par Peugeot

### Économie



Pourquoi il faut continuer à serrer la vis des collectivités

- Air France, SNCF: les grèves vont coûter 0,1 point de croissance
- Non, la suppression d'un jour férié ne fait pas recette
- L'ex-maison mère d'Ecopla condamnée pour licenciements abusifs
- L'Allemagne célèbre Karl Marx sur fond de polémique

TOUS LES ARTICLES ÉCONOMIE >

### IMMOBILIER D'ENTREPRISE

LES BUREAUX DE VOS RÊVES À PORTÉE DE CLIC

DÉCOUVRIR